

Zeitschrift:	Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber:	Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band:	23 (2007)
Artikel:	Les ambiguïtés persistantes du mouvement ouvrier et de la gauche entre solidarité internationale et patriotisme
Autor:	Heimberg, Charles
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-520307

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

**LES AMBIGUITÉS PERSISTANTES DU MOUVEMENT OUVRIER
ET DE LA GAUCHE ENTRE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE
ET PATRIOTISME
CHARLES HEIMBERG**

RÉVÉLATEURS D'UN AIR DU TEMPS SINGULIER, des événements récents, un peu anecdotiques, nous ont rappelé les liens ambigus que la gauche continue d'entretenir avec le patriotisme et les symboles nationaux. Affection déclarée pour le drapeau tricolore d'une candidate socialiste à la présidence de la République française, présence médiatisée, derrière leur conseillère fédérale et présidente de la Confédération, de socialistes suisses un Premier Août sur la prairie mythique du Grütli : ces faits nous incitent à réinterroger la notion même de patriotisme, le sens qu'elle avait à l'époque de son émergence et ce qu'il en est aujourd'hui ; ils nous mènent aussi à souligner le caractère ambivalent de notions comme la solidarité internationale ou l'internationalisme au sein du mouvement ouvrier, en Suisse comme ailleurs.

Patriotisme, nationalisme, internationalisme : amour de son pays, de sa région, de sa province, de sa ville d'origine ; mouvement politique cherchant à imposer la prédominance d'une nation ; doctrine prônant l'union des peuples et la solidarité au-delà des frontières. Dans ce domaine, l'usage des mots n'est jamais neutre, les contradictions sont fréquentes et les formules vont bon train. L'une d'entre elles est sans doute fort pertinente, et contient toute la complexité du problème, c'est celle de Jean Jaurès qui affirmait qu'un peu d'internationalisme éloignerait de la patrie alors que beaucoup d'internationalisme y ramènerait ; mais aussi qu'un peu de patriotisme éloignerait de l'Internationale, alors que beaucoup de patriotisme y ramènerait¹. Ces propos ont toutefois été utilisés à tort et à travers, servant à légitimer des postures fort diverses. Dans l'histoire des idées, le patriotisme, qui est un terme polysémique, a été plutôt associé à la quête d'identité et à l'amour des siens, le nationalisme désignant pour sa part la haine des autres. Mais cette distinction est elle-même tout à fait discutable. D'autres

1. Cette formule se trouve dans *L'armée nouvelle*, un texte publié en 1911 dont des extraits ont été reproduits in Jaurès. *Rallumer tous les soleils*, textes choisis et présentés par Jean-Pierre Rioux, Paris, Omnibus, 2006, p. 820.

conceptions opposent plutôt deux types de nationalisme : l'un plus ouvert, qui viserait à conquérir et à préserver les droits culturels et sociaux de groupes particuliers, rattachés à une culture commune, à un territoire ou par d'autres circonstances ; l'autre beaucoup plus fermé et exclusif, qui ne serait motivé que par des préjugés et une volonté de domination envers d'autres groupes ou d'autres populations. En définitive, ces courants de pensée ont joué un rôle fondamental aussi bien pour la construction des identités nationales² que dans l'histoire tragique de leurs affrontements et de leurs dérives belliqueuses, y compris lorsqu'elles ont mené au pire³.

Il nous faut souligner aussi que depuis l'émergence des États-nations au XIX^e siècle, l'histoire, en tant que science humaine et sociale, a essentiellement servi à la légitimation de ces nationalismes, pour faire accéder leurs mythologies respectives à un statut prétendument scientifique⁴. Les historiens les plus critiques sont désormais attentifs à d'autres exigences : la déconstruction de l'invention de la tradition⁵, ainsi que la prise en compte de la pluralité des expériences humaines, à une échelle globale et aussi comparative que possible, en intégrant les points de vue subalternes. Aussi la responsabilité des passeurs d'histoire, de ceux qui la développent et de ceux qui la transmettent, est-elle particulièrement engagée dans cette thématique des affirmations nationales et identitaires. Aujourd'hui, en tant que citoyens, en tant que chercheurs ou comme enseignants, ils ne peuvent plus échapper à la question de savoir s'ils conçoivent leur discipline comme l'instrument d'un renforcement ou comme le vecteur d'une approche critique de ces constructions identitaires contemporaines.

La place de la patrie à l'origine du mouvement ouvrier

La périodisation de la question nationale au sein du mouvement ouvrier demeure essentiellement marquée par l'été 1914, moment où la plus grande partie des députés ouvriers européens se sont ralliés à la guerre et ont voté les

2. Voir à ce propos, parmi d'autres ouvrages de référence, Benedict Anderson, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996 (1981); Eric J. Hobsbawm, *Nations et nationalisme depuis 1870*, Paris, Gallimard, 1992 (1990); Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales. Europe XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, 1999.

3. Enzo Traverso, *La violence nazie. Une généalogie européenne*, Paris, La Fabrique, 2002.

4. Voir un très bel article d'Eric J. Hobsbawm, «L'historien entre la quête d'universalisme et la quête d'identité», paru dans un volume de la revue *Diogène* consacré au thème de la responsabilité sociale de l'historien (n° 168, 1994).

5. Eric J. Hobsbawm & Terence Ranger (dir.), *L'invention de la tradition*, Paris, Éd. Amsterdam, 2006 (1983). Voir aussi Patrick J. Geary, *Quand les nations refont l'histoire. L'invention des origines médiévales de l'Europe*, Paris, Aubier, 2004 (2002).

budgets militaires de leur propre pays. Cet échec de l'horizon internationaliste n'a pas constitué son anéantissement définitif pour autant. Mais il est resté une donnée fondamentale dont la compréhension passe par l'examen critique des pratiques et des discours de la solidarité internationale du tournant des XIX^e et XX^e siècles, de leurs limites et de leurs contradictions. Cette problématique a déjà été assez largement étudiée, notamment pour la Suisse⁶; nous ne reprendrons donc ici que quelques exemples, déjà partiellement évoqués ailleurs⁷, pour permettre une réflexion critique sur la manière dont cette question se pose aujourd'hui, en ce début de XXI^e siècle.

À l'origine de son histoire, le mouvement ouvrier a été profondément patriote. Il l'a d'abord été parce qu'il était partie prenante de la lutte pour l'édification de la démocratie, quand la bourgeoisie est parvenue à abolir les priviléges de la noblesse et à conquérir ses libertés économiques. La lutte pour les droits démocratiques les plus fondamentaux s'est en effet déroulée dans le cadre de la nation et de la représentation nationale. Par ailleurs, cette même nation, cette patrie, a constitué l'échelle spatiale et de société qui a rendu possible le fait de poser la question sociale pour améliorer les conditions de vie des victimes du processus d'industrialisation, c'est-à-dire de ces libertés économiques conquises par la bourgeoisie, et des catégories les plus démunies de la population. Mieux encore, c'est dans la mesure où les États-nations ont été le cadre de création des tout premiers droits sociaux qu'il a bien fallu que ce monde ouvrier se fasse d'abord reconnaître comme membre à part entière de cette entité nationale, ce qui n'a bien sûr été possible que de manière très incomplète pour ceux qui ont dû migrer dans d'autres pays que le leur.

Mais le mouvement ouvrier a également été patriote sous l'effet de mécanismes de domination dans la mesure où il n'est pas toujours parvenu à faire

6. En particulier par Marc Vuilleumier, «Quelques jalons pour une historiographie du mouvement ouvrier en Suisse», *Revue européenne des Sciences sociales (Cahiers Vilfredo Pareto)*, 1973, pp. 5-35; ainsi que «Traditions et identité nationales, intégration et internationalisme dans le mouvement ouvrier socialiste en Suisse avant 1914», *Le Mouvement social*, mai-juin 1989, pp. 51-68.

7. Essentiellement, Ch. Heimberg, *L'œuvre des travailleurs eux-mêmes ? Valeurs et espoirs dans le mouvement ouvrier genevois au tournant du siècle (1885-1914)*, Genève, Slatkine, 1996; voir également «Quelques militants, un poète et des ouvriers déracinés dans un dossier de police sur la grève du bâtiment de 1903 à Genève», *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, Lausanne, 1993, pp. 39-55; «Entre internationalisme et communauté nationale : le mouvement ouvrier et la politique suisse à son égard», in Jean-Claude Favez & al. (dir.), *Les relations internationales et la Suisse*, Actes du 3e cycle romand d'histoire moderne et contemporaine (Lausanne, 24-28 février 1997), Lausanne, Éditions Antipodes, 1998, pp. 265-282; et «Le mouvement ouvrier genevois dans le contexte de l'Exposition nationale de 1896», in Leïla el-Wakil & Pierre Vaisse (dir.), *Genève 1896. Regards sur une Exposition nationale*, Genève, Georg, 2000, pp. 47-53.

valoir dans ses propres rangs une culture suffisamment indépendante. Il l'a été parce que son identité collective, qui est plurielle par nature, a été sensible à l'attraction d'une culture dominante dont il n'est pas facile de se libérer en construisant des références alternatives. Ajoutons que dans le domaine de la conception du passé, c'est-à-dire d'une histoire qui soit spécifique au monde ouvrier autant par ses repères que par ses manières d'envisager le récit des origines de l'humanité et de la question sociale, ce problème s'est posé de manière particulièrement aiguë.

Pour Jean Jaurès, la fameuse formule de Karl Marx et Friedrich Engels, dans le *Manifeste du Parti communiste* de 1848, selon laquelle les ouvriers n'avaient pas de patrie n'était en fait qu'une boutade. «Car, d'abord, a-t-il écrit, même avant d'avoir conquis ou reconquis le suffrage universel, la classe ouvrière avait exercé dans le monde moderne une grande action. Elle avait fait entrer quelque chose d'elle-même et de son vouloir dans les événements qui avaient décidé de la marche des nations, et dans la substance même des institutions nationales. Ni le prolétariat anglais n'était déraciné de l'histoire anglaise, ni le prolétariat français n'était étranger à la vie révolutionnaire de la France». Et Karl Marx lui-même, toujours selon Jaurès, avait «assigné d'avance la place du prolétariat allemand au cœur même de la patrie allemande»⁸. En d'autres termes, l'histoire montrait que la transformation sociale était intrinsèquement liée à la nation.

Dans ses fameux *Cahiers de prison*, Antonio Gramsci a considéré pour sa part qu'au cours de l'histoire, il y avait «toujours eu lutte entre deux principes hégémoniques, entre deux ‘religions’, et [qu'il faudrait] non seulement décrire l'expansion triomphale de l'une d'elles, mais la justifier historiquement». Aussi estimait-il nécessaire d'expliquer par exemple pourquoi les paysans croates de 1848 combattaient les libéraux milanais alors même que les paysans lombards et vénètes s'en prenaient aux libéraux viennois. Il ajoutait que le lien réel, éthico-politique, entre les gouvernants et les gouvernés de cette époque était encore personnifié par l'empereur ou par le roi, alors que, plus tard, son fondement ne serait pas «celui du concept de liberté, mais le concept de patrie et de nation. La ‘religion’ populaire substituée au catholicisme (ou mieux, combinée avec lui), ajoutait-il, a été celle du ‘patriotisme’ et du nationalisme. [...] Que le contenu concret du libéralisme populaire ait été le concept de patrie et de nation, on peut le voir à travers son développement même en nationalisme»⁹.

8. Jean Jaurès, *L'armée nouvelle*, in Rioux, *Rallumer...*, op. cit., p. 797.

9. Antonio Gramsci, *Quaderni del carcere*, Turin, Einaudi, 1977, pp. 1236-1237 (texte de la période 1932-1935; traduit en français aux Editions sociales, Paris 1975; édition électronique : http://classiques.uqac.ca/classiques/gramsci_antonio/dans_le_texte/dans_le_texte.html).

Voilà donc deux grandes figures du mouvement ouvrier international, et de sa pensée, qui nous proposent deux points de vue peut-être complémentaires. En effet, il y a sans doute une relation dialectique entre ces deux postulats, celui d'une nécessaire inscription du prolétariat dans la société bourgeoise telle qu'elle est comme condition préalable à toute possibilité de transformation sociale et celui d'un «patriotisme-nationalisme» porté comme nouvelle religion par la bourgeoisie afin de détourner le peuple de la question sociale. Cela dit, le destin commun et tragique de ces deux auteurs – victime du nationalisme pour l'un, du fascisme pour l'autre – incite à mesurer la gravité de cette question ; à examiner sérieusement, de cas en cas, ce qui sous-tend leurs postures respectives ; et à en tenir compte autant que possible en évoquant des contextes historiques différents : d'une part, chez Jaurès, l'exigence de ne jamais renoncer à cette transformation sociale qui ne serait possible que dans le cadre de la nation ; d'autre part, chez Gramsci, le constat de la nature problématique, étroitement limitée, de cette «religion» populaire du libéralisme au sein de laquelle le patriotisme et le nationalisme ne sont finalement guère distingués.

En Suisse, de la Société du Grütli au socialisme

L'une des premières sociétés ouvrières suisses, qui a convergé plus tard dans le parti socialiste, était la Société du Grütli. Elle regroupait des compagnons et des ouvriers suisses, des patriotes qui luttaient pour obtenir des droits sociaux et culturels à l'échelle de tout le pays, au-delà des étroites frontières cantonales qu'ils subissaient lorsqu'ils se déplaçaient pour travailler. Plus généralement, le processus d'émergence d'un parti socialiste indépendant est passé par un accueil de candidats ouvriers sur les listes d'un parti bourgeois alors plus progressiste que les autres, le Parti radical. Ce parti était aussi celui qui défendait la création d'un État moderne, doté de pouvoirs centraux qui soient suffisants pour faire face aux mutations économiques de l'époque. Dans ce sens, le mouvement ouvrier suisse est clairement passé par une phase d'intégration dans la nation qui lui a permis d'émerger et de commencer de faire valoir ses droits.

Le mouvement ouvrier d'avant 1914 était certes divisé entre un courant modéré et socialiste d'une part, une frange plus radicalisée, inspirée par le syndicalisme révolutionnaire d'autre part¹⁰. Et ces tensions se développaient dans les trois composantes de la trilogie ouvrière, les organisations corporatives et syndicales, les groupes politiques et les structures de coopération. Alors que

10. Pour ce contexte et cette phase de l'histoire du mouvement ouvrier, en ce qui concerne le cas genevois, nous renvoyons à notre ouvrage *L'œuvre..., op. cit.*, dont nous reprenons ici quelques éléments. Voir en particulier la controverse entre Herman Greulich et Henri Truan, pp. 50-56.

le courant le plus modéré luttait pour la conquête de droits sociaux, y compris dans le cadre institutionnel représenté par le Secrétariat ouvrier, financé par la Confédération, et les différents parlements, à Berne comme dans les cantons, les milieux du syndicalisme révolutionnaire prônaient plutôt la lutte sociale sur les lieux de travail, dans la perspective de la grève générale. Les premiers nommés vivaient les prémisses d'un processus d'intégration dans la société bourgeoise qui restait limité, et qui n'avait donc encore rien à voir avec ce que nous pouvons observer aujourd'hui, alors que les seconds, stigmatisés par les milieux dominants, étaient sans cesse soumis à des processus d'exclusion. Parmi les premiers, on trouvait beaucoup de travailleurs suisses, alors que les étrangers étaient plus nombreux chez les seconds, ouvriers migrants venus des régions voisines, sans attaches véritablement là où ils travaillaient.

Quelques événements emblématiques ont illustré cette division du mouvement ouvrier en Suisse romande. L'agitation sociale qui a secoué le chantier de l'Exposition nationale de Genève en 1896 a par exemple été marquée par des tensions entre ces deux tendances, la pression de la classe dominante sur les ouvriers suisses étant visiblement très forte. Elle a d'ailleurs fini par prévaloir. Toujours à Genève, c'est le même phénomène qui a rendu si différentes la grève générale de 1902 et celle des maçons de 1903. La première a été soutenue, au moins dans un premier temps, par tout le mouvement ouvrier et par une bonne partie de la population en solidarité avec des traminots genevois victimes d'un nouveau propriétaire américain. La seconde n'a guère bénéficié d'un véritable soutien populaire ; elle a présenté un caractère de plus en plus désespéré et s'est finalement close sur un retour collectif au pays d'une bonne partie des ouvriers italiens concernés. Quelques années plus tard, dans le canton de Vaud, au moment de la vague de grèves de 1907 caractérisée par une affirmation du syndicalisme d'action directe, on a retrouvé ces mécanismes de stigmatisation et de division.

Mais revenons au mouvement socialiste proprement dit. Ce qu'il nous faut bien mesurer ici, c'est le poids idéologique et culturel de ce passage originel d'une partie significative du mouvement ouvrier par le parti radical et son idéologie nationale. Il explique en effet qu'aient pu cohabiter à cette époque des attitudes divergentes et contradictoires, entre d'une part une nette affirmation de soi exprimée dans la rue par des symboles, des slogans et des cortèges et, d'autre part, la non moins nette persistance, dans l'esprit de beaucoup des militants concernés, de références nationales traditionnelles. Précisons toutefois que cela s'est produit en l'absence d'une véritable culture historique ouvrière, en l'absence d'une conception du passé indépendante de la culture dominante, au moins en

ce qui concerne le passé de la Suisse¹¹. Dans un pays où le sentiment national s'est construit plus qu'ailleurs, vu son caractère particulier et ses diverses cultures, à partir de références, ou plutôt de reconstructions, historiques, ce dernier élément n'est évidemment pas à négliger pour l'histoire du mouvement ouvrier¹². Sans des références aussi fortes qu'ont pu l'être la résistance antifasciste en Italie, la Commune de Paris ou le Front populaire en France, il a sans doute constitué une donnée significative de l'histoire sociale, jouant un rôle clé dans l'intégration du socialisme suisse au sein de la société bourgeoise dominante. C'est d'autant plus vrai que les mythes nationaux helvétiques se sont imposés aux milieux ouvriers: ils ont certes voulu les détourner, mais sans jamais parvenir à en neutraliser l'effet dominant.

En Suisse, rappelons-le, le choix du Pacte de 1291 comme symbole fondateur remonte à 1891¹³. Cette tradition inventée a été préférée, dans une période d'affirmation du positivisme, à la figure légendaire de Guillaume Tell, dont l'existence n'était pas scientifiquement avérée. Ce qui n'a pas empêché pour autant le symbole de l'arbalète de perdurer en désignant les produits suisses. Quant au Pacte fédéral proprement dit, il ne représentait qu'une alliance locale de communautés montagnardes contre des menaces extérieures inscrites dans un contexte médiéval. Associé à la légende de la prairie du Grütli et à la fête nationale du 1^{er} août qu'il a suscitée tardivement, son choix comme symbole fondateur fut surtout une manière pour la classe dirigeante helvétique de la fin du XIX^e siècle d'effacer, face à la montée préoccupante du mouvement ouvrier, des antagonismes qui l'avaient divisée. Elle put ainsi occulter le fait que l'État fédéral moderne de 1848 avait été rendu possible par l'issue d'une guerre civile de quelques jours, le conflit du Sonderbund de 1847, qui opposa une Suisse montagnarde, catholique et rurale très conservatrice à une Suisse protestante, urbaine et libérale.

Avant même que l'on choisisse le Pacte de 1291 pour asseoir cette tradition dans un rituel commémoratif, la légende voulait que les glorieux montagnards se fussent réunis secrètement sur cette prairie. Elle fut ainsi la proie de diverses convoitises symboliques et culturelles provenant, suivant les époques, autant de

11. La première véritable étude dans ce sens n'a été publiée en Suisse qu'en 1920 par le socialiste Robert Grimm: *Geschichte der Schweiz in ihren Klassenkämpfen*, Zurich, Limmat-Verlag, 1977 pour la dernière réédition. Par contre, il est arrivé que la presse syndicale, socialiste ou anarchiste de l'époque publie des textes sur l'histoire d'autres pays exprimés du point de vue du mouvement ouvrier international.

12. Nous renvoyons ici à ce qu'écrivait Marc Vuilleumier en 1973 in «Quelques jalons...», *op. cit.*

13. Charles Heimberg, *Un étrange anniversaire. Le centenaire du Premier Août*, Genève, Éditions «Que Faire?», 1990.

milieux libéraux que de milieux nationalistes plus conservateurs¹⁴; mais aussi de milieux ouvriers avec la fameuse Société du Grütli susmentionnée. On peut bien sûr se demander comment des appropriations aussi différentes ont été possibles. C'est là le résultat d'un usage public de l'histoire, et même d'un usage politique de l'histoire, qui n'a cessé de se développer dans les sociétés contemporaines. Mais il faut bien voir que le fameux Pacte de 1291 exprime pour l'essentiel une forme de solidarité entre les trois communautés concernées; que la finalité première de cette cohésion ne tourne qu'autour de l'idée d'indépendance et d'une lutte commune contre l'étranger, en particulier les juges étrangers. Il ne s'agit donc pas vraiment ici de démocratie, en tout cas pas au sens moderne du terme¹⁵. Il n'est par conséquent guère étonnant qu'au fil du temps, toute cette mythologie nationale n'ait servi pour l'essentiel que des idées de fermeture et de repli sur soi, avec l'indépendance comme seul véritable horizon. Ce fut le cas notamment en 1940, avec le rapport du Général Guisan sur la fameuse prairie, en pleine période de politique de défense spirituelle et sous la pression des régimes fascistes avoisinants. C'est encore vrai aujourd'hui avec l'usage politique du 1^{er} août par l'extrême-droite et le national-populisme de l'UDC.

Cela dit, on peut se demander s'il est pertinent qu'une démocratie digne de ce nom se contente de symboles d'indépendance, et de lutte contre l'étranger, lorsqu'elle instaure et définit ses mythes fondateurs, son récit national et ses pratiques commémoratives. Quant au mouvement ouvrier et à la gauche, ne se trouvent-ils pas placés devant la nécessité d'y instiller un contenu réellement démocratique, fraternel et solidaire au-delà des frontières nationales, s'ils veulent en être partie prenante? Ces questions sont certes redevenues visibles dans l'actualité. Mais elles pourraient sans doute susciter davantage de réflexion critique.

Les ambiguïtés de la solidarité internationale avant son échec de 1914

La prise en compte des limites susmentionnées ne signifie pas pour autant qu'il faille négliger la dimension internationale du mouvement ouvrier d'avant 1914, dans le contexte de lutte des classes et de confrontation sociale qui fut

14. Elle appartient aujourd'hui à la Société suisse d'utilité publique, c'est-à-dire à des milieux privés issus de la philanthropie bourgeoise.

15. Rappelons ici que la situation dans le canton de Genève est encore plus invraisemblable, puisque la fête patriotique cantonale officielle, la Restauration du 31-Décembre, y commémore le retour à l'indépendance après l'occupation française, mais surtout le retour au pouvoir de quelques familles oligarchiques. Pour sa part, la Révolution radicale de 1846 ne fait l'objet d'aucune commémoration digne de ce nom. Et jamais la gauche institutionnelle n'a réellement contesté un tel état de fait à travers ses discours et ses pratiques.

celui de ces années. La solidarité internationale avec les travailleurs de tous les pays, et avec leurs luttes, a bien sûr été affirmée d'emblée par les uns et les autres au cours de l'histoire du mouvement ouvrier. Lorsque des événements extérieurs l'exigeaient, les organisations ouvrières, politiques et syndicales, n'ont pas manqué de se mobiliser, d'organiser des assemblées de protestation ou de mettre sur pied des collectes. Mais cela n'a pas été sans des ambiguïtés nous rappelant combien cette solidarité n'allait pas de soi; et nous ramenant à ces tensions entre patriotisme et internationalisme.

Prenons l'exemple du Dimanche rouge de St-Petersbourg, en janvier 1905. «Que chacun verse joyeusement son obole aux camarades en lutte, là-bas», a d'emblée écrit le député socialiste Adrien Wyss dans *Le Peuple de Genève*¹⁶. Après le massacre de centaines d'ouvriers russes le 22 janvier, le journal socialiste a également rendu compte d'un meeting international de protestation dans des termes assez révélateurs¹⁷.

«Quelle nombreuse assistance que celle du jeudi soir au meeting de protestation, écrivait-il. Toute la Genève pensante y était représentée pour manifester, soit par la parole, soit par de chaleureux applaudissements, contre les actes barbares du Tzar rouge. Et de plus, comme la Révolution russe n'est qu'à son début, cette assemblée cosmopolite a vibré à l'unisson du désir ardent que les insurgés russes aboutissent dans la lutte qu'ils ont entreprise.

Est-ce à dire que nous autres, qui ne sommes pas russes et qui ne pouvons pas aller augmenter l'armée révolutionnaire, ne sommes mus que par un sentiment humanitaire lorsque nous nous indignons contre ce carnage du Sultan russe; est-ce que ce n'est que ce sentiment purement naturel qui réveille en nous le vif désir de la disparition d'un foyer malade, qui infecte chroniquement l'Europe entière!.... Ou bien, en dehors de ces sentiments élémentaires avons-nous d'autres sentiments plus nobles, des conceptions plus hautes du mouvement qui se produit sous nos yeux et qui nous élève de beaucoup au-dessus de la sentimentalité bourgeoise?....

Oui! Le prolétariat international pense plus, s'émeut autrement et comprend mieux que les autres ce mouvement russe qui doit aboutir au Nord à une grande révolution semblable à celle de l'Occident, qui fut la grande Révolution Française. Et lorsqu'il envoie ses chaudes sympathies au peuple russe las de souffrances, il n'a rien à faire avec cette bourgeoisie pour laquelle il a fallu des milliers de morts et de blessés avant qu'elle ne s'émût.»

Nous avons reproduit ce texte aussi longuement pour bien montrer le type de discours que la solidarité internationale pouvait alors inspirer dans cette presse

16. Éditorial d'Adrien Wyss («Un mouvement») dans l'édition du mardi 24 janvier 1905, p. 1.

17. «Notre meeting», compte rendu du meeting international du jeudi 26 janvier 1905, *Le Peuple de Genève*, 31 janvier 1905, pp. 1 et 4.

ouvrière. La solidarité exprimée ici est bien sûr sincère ; la réprobation à l'égard de cette répression sanglante et l'émotion qu'elle a suscitée parmi les militants et dans le monde ouvrier ont provoqué une mobilisation ponctuelle mais bien réelle, avec des assemblées de protestation et des collectes. L'image de ces ouvriers russes massacrés pour avoir réclamé une vie décente ne pouvait que faire écho aux luttes quotidiennes du monde ouvrier organisé pour sa dignité. Cela dit, ce mouvement de soutien est resté plutôt éphémère ; il ne s'est inscrit dans aucune continuité. En outre, il s'est rapidement trouvé en «concurrence» avec une autre lutte locale, «les 25 fabricants de boîtes d'or de La Chaux-de-Fonds [ayant] imposé une grève à leurs ouvriers, qui a été décrétée le 27 janvier»¹⁸ ; à la suite de quoi il a bien sûr fallu lancer une autre collecte.

À la même époque, et dans le même journal, un commentaire signé du député socialiste Adrien Wyss, à propos d'un projet de poste pour un secrétaire-ouvrier adjoint de langue italienne¹⁹, signalait par ailleurs des tensions entre ouvriers de différentes nationalités²⁰. «On sait en effet que les ouvriers italiens en Suisse n'ont pas avec les ouvriers suisses le contact indispensable à des organisations syndicales disciplinées. Il en résulte, dans les mouvements de salaire et dans les grèves surtout, des contradictions et des à-coups qui trop souvent portent préjudice aux intérêts des ouvriers en lutte et font échouer les tentatives les plus justifiées. Les statuts de la Fédération suisse soumettant la déclaration d'une grève à une autorisation préalable du Comité central, les ouvriers italiens ont préféré s'organiser en Fédération indépendante de manière à avoir les mains libres.» Pour l'auteur, cette situation débouchait en définitive sur une dispersion regrettable de l'action syndicale.

La solidarité avec les travailleurs opprimés de pays voisins ou lointains était ainsi exprimée sans réserve, y compris en spécifiant que c'était une manière de se distinguer de la bourgeoisie locale. L'existence d'une presse ouvrière d'opinion donnait d'ailleurs accès à passablement d'informations à ce sujet. Mais cela ne changeait pas grand-chose, au niveau local, ni aux tensions entre travailleurs de différentes nationalités, ni au poids de la pensée dominante. C'est donc bien l'idée d'une cohabitation qui s'impose en observant ce monde de militants ouvriers ; c'est l'image d'une coprésence de sentiments contradictoires, entre internationalisme et identité nationale, entre une large solidarité avec tous

18. Appel publié dans le même journal le 11 février 1905.

19. Il s'agissait d'une demande du Comité central de la Fédération des syndicats professionnels. Précisons que le Secrétariat ouvrier était financé par la Confédération, ce qui posait le problème de son indépendance à l'égard des luttes ouvrières.

20. Adrien Wyss, «Les ouvriers italiens en Suisse», *Le Peuple de Genève*, 23 février 1905, p. 1.

les travailleurs et une défense privilégiée de ces ouvriers autochtones pour qui les droits les plus élémentaires paraissaient sans doute plus accessibles. Notons par exemple que beaucoup d'assemblées ouvrières étaient internationales, comme celles des 18 mars, pour l'anniversaire de l'insurrection de la Commune de Paris, ou celles des 1^{er} mai. Chaque orateur y parlait toutefois dans sa propre langue, sans qu'elle soit forcément comprise de toute l'assemblée. Mais cette sociabilité n'empêchait pas l'intégration d'une partie de ce mouvement ouvrier dans les institutions bourgeois, leur idéologie et leurs rituels, notamment pour ce qui concernait les références à l'histoire locale ou nationale. Une telle ambiguïté, qui rend probablement compte des mécanismes les plus profonds de la construction identitaire dans le monde ouvrier, a sans doute joué un rôle dans le fait que, en Suisse comme ailleurs, le mouvement ouvrier ne se soit guère montré à la hauteur de ses promesses d'internationalisme et de résistance au moment du déclenchement de la Première Guerre mondiale

La notion de patriotisme au xxie siècle

Ce volume des *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* consacré à la solidarité internationale montre la portée, mais aussi les limites, de cette dimension tout au long de l'histoire du mouvement ouvrier et de la gauche suisse. La coprésence de sentiments tournés soit vers la solidarité internationale, soit vers un certain patriotisme, n'a pas toujours fonctionné selon une dynamique aussi fine que celle que Jean Jaurès appelait de ses vœux. Elle a longtemps été conditionnée par la question communiste; et aussi influencée par un pouvoir dominant soucieux de distinguer au sein du mouvement ouvrier ceux qui pouvaient être intégrés et des éléments indésirables, considérés comme moins raisonnables – anarchistes, puis communistes, ou militants réputés tels –, promis par conséquent à une stigmatisation plutôt efficace. En outre, l'histoire particulière de l'intégration du mouvement ouvrier helvétique dans les rouages d'un système politique fondé sur la concordance est également à prendre en considération dans une approche critique et raisonnée de son propre rapport au patriotisme.

Mais qu'en est-il en ce début de xxie siècle? Quel peut être en particulier le sens de la notion de patriotisme dans un contexte de globalisation économique, après l'écroulement des régimes communistes et compte tenu d'une communauté de destin planétaire qui s'impose toujours davantage dans l'actualité?

«Défini comme l'attachement à sa famille et à sa terre, le patriotisme n'a pas de couleur politique. C'est l'histoire qui, en l'associant au nationalisme d'après 1870, en fait le ciment d'un mouvement politique fondé sur le conservatisme des

valeurs, la fierté nationale et le rejet de l'autre, mouvement de droite et d'extrême-droite qui s'oppose alors farouchement à l'internationalisme prôné par la gauche^{21.}» Ces propos, actuels, de Gisèle Ory, conseillère aux États socialiste du canton de Neuchâtel, sont révélateurs. Ils expriment une certaine nostalgie à l'égard d'un passé idéalisé au sein duquel on pouvait être patriote sans être pris en otage par des idéologies de droite ou d'extrême-droite. Mais ils occultent en même temps les effets de l'intégration du mouvement socialiste dans la société bourgeoise et sa pensée dominante. Quant à l'image d'un patriotisme dénué de couleur politique, elle est fort discutable. En effet, il n'a en réalité jamais été neutre, pas même avant les déflagrations nationalistes, ni non plus lorsqu'il était le moteur des révolutions bourgeoises. En outre, comme nous l'avons vu, la question se pose de savoir s'il peut vraiment être complètement détaché du nationalisme.

Le patriotisme a longtemps été une valeur du mouvement ouvrier parce qu'il était créateur de droits pour les plus démunis dans chaque société nationale. L'histoire a par contre montré avec quelle facilité il pouvait frayer avec l'idée de nationalisme fermé et se transformer en un vecteur de négation des droits des exclus de la nation, pour nourrir les pires sentiments, voire être à la source de catastrophes humaines terrifiantes. Mais qu'en est-il aujourd'hui, dès lors que les droits fondamentaux des plus subalternes se situent nécessairement aussi à une échelle transfrontalière et transnationale, au même titre que la question sociale elle-même ? Revendiquer le patriotisme pour défendre une ouverture à l'autre et des formes de solidarité ne mène-t-il pas à une forme d'anachronisme ? Le relier aux mythes fondateurs de la Suisse peut-il vraiment conduire à autre chose qu'à une dynamique de repli sur soi et de crispation identitaire ? S'agit-il d'occuper le terrain pour ne pas en laisser le monopole à l'extrême-droite ou au national-populisme ? Mais n'est-ce pas alors prendre le risque de les renforcer dans leurs postures de stigmatisation et d'exclusion ? Quoi qu'il en soit, en l'absence d'un horizon mobilisateur de transformation sociale, et vu la pression persistante d'une «religion» nationale populiste et xénophobe, il est vraiment difficile de comprendre en quoi un tel patriotisme pourrait promouvoir aujourd'hui ces valeurs d'égalité, de solidarité et de démocratie qui ont toujours caractérisé l'histoire du mouvement ouvrier. Sans parler de cette fraternité toujours oubliée qui mérite bien d'outrepasser les frontières...

Charles Heimberg

21. Gisèle Ory, «Peut-on être patriote sans être d'extrême-droite?» in *Le patriotisme, valeur ringarde ou porteuse de sens?* Lausanne, Commission protestante romande Suisses-Immigrés, 2007, pp. 5-7.

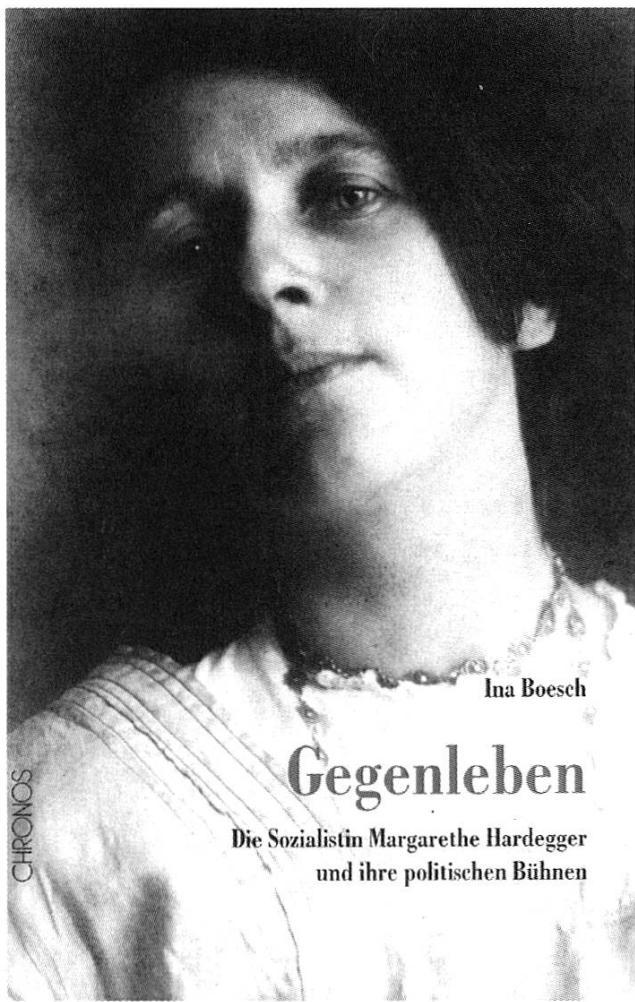


«Comme en Russie, vive les Soviets». Bois gravé d'Alexandre Mairet, in *Nouvelle Internationale*, IV, n° 128, 1^{er} mai 1920. Reproduit in Bernard Wyder, *Alexandre Mairet, les gravures sur bois ; catalogue raisonné*. Lausanne : Éditions d'en bas, 1991. 111 p. : ill., bibl.



DAS KÄMPFERISCHE LEBEN DER
MARGARETHE HARDEGGER

Pendo



Gegenleben

Die Sozialistin Margarethe Hardegger
und ihre politischen Bühnen

CHRONOS